

Au moins 60% des firmes investissent dans la formation continue

Autor(en): **Haenger, Peter**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Horizons : le magazine suisse de la recherche scientifique**

Band (Jahr): - **(2005)**

Heft 66

PDF erstellt am: **27.04.2024**

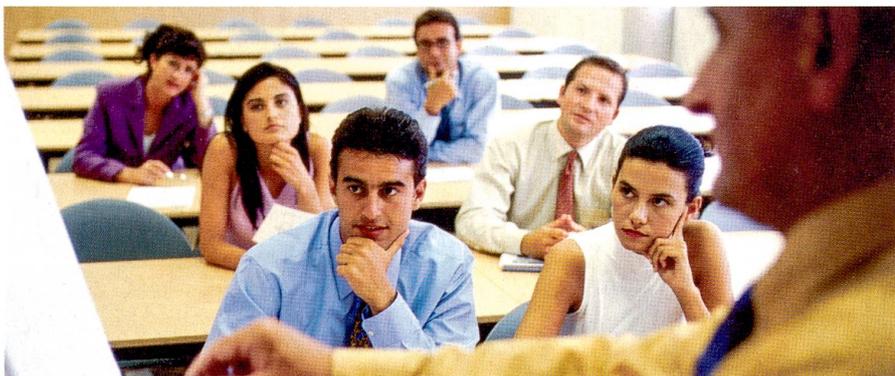
Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-971179>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.



Prisma

Les hommes entre 25 et 50 ans occupant une position de cadre sont les principaux bénéficiaires de la formation continue dans les entreprises.

Au moins 60% des firmes investissent dans la formation continue

Comment les employeurs suisses gèrent-ils la formation continue de leurs employés? Une équipe de chercheurs de l'ancien Programme national de recherche «Formation et emploi» (PNR 43) a publié une analyse sur la question, en considérant pour la première fois la taille des entreprises dans le secteur public et privé.

Les chercheurs ont adressé des questionnaires à plus de 12 000 entreprises. 1758 formulaires remplis ont pu être dépouillés. Les données montrent qu'en 2001, plus de 60% des entreprises interrogées ont investi dans la formation continue de leurs employés – avec une tendance à la hausse pour les années suivantes. Les dépenses varient toutefois considérablement: en moyenne, les très petites entreprises et les grandes dépensent plus que les petites et moyennes. C'est dans le secteur de la santé que l'on obtient les valeurs maximales. Par

ailleurs, les employeurs de Suisse alémanique et du secteur public se montrent particulièrement ouverts aux programmes de formation continue.

Comme la formation en cours d'emploi doit être rentable pour les entreprises, celles-ci investissent avant tout dans les collaborateurs prometteurs: le bénéficiaire idéal est donc un homme entre 25 et 50 ans qui occupe généralement une position de cadre supérieur. En 2001, plus de 40% des personnes non qualifiées n'ont pas pu profiter des mesures de formation continue. Ce qui fait craindre aux chercheurs une division croissante du marché du travail entre personnes bien et peu qualifiées. **Peter Haenger** ■

Siegfried Hanhart, Hans-Rudolf Schulz, et coll.: «Formation professionnelle continue dans les entreprises publiques et privées en Suisse: coûts, avantages et financement», Editions Médecine et Hygiène, Georg, Genève, 2005.

Portés par le vent vers leurs quartiers d'hiver

Le vent joue un grand rôle pour la survie des oiseaux migrateurs lorsqu'ils gagnent leurs quartiers d'hiver. C'est ce que montrent les modèles de calcul de la Station ornithologique de Sempach. Les oiseaux migrateurs doivent surmonter trois obstacles lors de leur voyage vers le sud: les Alpes, la mer et le Sahara. Certains contournent les Alpes par l'est, les autres par l'ouest. Or sans le vent qui leur permet d'arriver à bon port, même lorsqu'ils ne trouvent pas de nourriture, la plupart des oiseaux migrateurs qui empruntent le passage sud-est (par les Balkans, la Grèce puis l'Egypte) n'arriveraient jamais à bon port. C'est ce qu'ont découvert Birgit Erni, Felix Liechti et Bruno Bruderer.

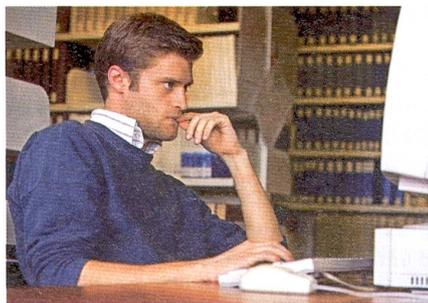
Le vent souffle en revanche de façon bien plus irrégulière sur le trajet sud-ouest, au-dessus de la péninsule ibérique. Les petits migrateurs, comme les fauvettes des jardins, ne dépendent pas seulement de la nourriture qu'ils trouvent sur les aires de repos du Maghreb. Pour traverser le Sahara, ils doivent choisir des nuits, des altitudes et des conditions de vent favorables.

On ignore encore pourquoi certains oiseaux choisissent d'éviter les Alpes par l'est et d'autres par l'ouest, même lorsqu'ils sont de la même espèce. Après la glaciation, il est probable que leurs ancêtres ont reconquis le nord des Alpes depuis leurs refuges respectifs à l'est ou à l'ouest de la Méditerranée. Et s'en sont tenus à cette route.

Antoinette Schwab ■

Behavioral Ecology 16: 732-740 (2005)

Les enjeux de la «fracture numérique»



Keystone

Dans quelle mesure l'accès aux technologies de l'information et de la communication (TIC), leur maîtrise et l'exploitation de leurs ressources constituent-ils des facteurs d'intégration ou au contraire d'exclusion sociale? Et

quels sont plus généralement les enjeux de la «fracture numérique», c'est-à-dire du fossé entre ceux qui sont (ou se sentent) intégrés à la «société de l'information» et ceux qui en sont (ou s'en sentent) exclus. C'est ce qu'ont cherché à savoir des chercheurs de l'EPFL dans le cadre du PNR 51 «Intégration et exclusion». Leur étude, la première du genre en Suisse, bat en brèche certaines idées reçues. Basée sur une septantaine d'interviews qualitatives d'adultes participant à des cours de formation continue dans le domaine des TIC, elle montre ainsi que le clivage ville-campagne n'est pas prégnant en terme d'«intégration numérique». Les habitants des régions périphériques n'expriment en effet aucune difficulté parti-

culière liée à leur localisation. Les centres urbains semblent en revanche receler proportionnellement davantage de cas problématiques. C'est là en effet que se concentrent les populations les plus défavorisées sur le plan socio-économique, ainsi que sur celui des compétences élémentaires indispensables au maniement de ces technologies et à l'exploitation de leurs ressources, la maîtrise de l'écrit notamment. L'existence de ces compétences constitue le principal enjeu de l'intégration «numérique» dans notre pays, estiment les chercheurs, en soulignant que l'intégration dans la «société de l'information» est moins un problème d'infrastructure que de formation continue ou d'action sociale. **mjk** ■